

LE CANADA ET LES PAYS DE L'EX-UNION SOVIÉTIQUE

La dissolution de l'Union soviétique a changé la face de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale tout en ouvrant de nouveaux débouchés et présentant de nouveaux défis au Canada et à ses partenaires. Même si l'appareil soviétique de contrôle centralisé a été éliminé, il n'a toutefois pas encore été remplacé par la démocratie et la libre concurrence.

La planification centrale dans les pays de l'ex-Union soviétique est un exemple éloquent et contemporain de développement « non durable » dû pour une large part à un surinvestissement dans des secteurs industriels polluants et improductifs et à d'autres mauvaises affectations de ressources.

Malgré la crainte d'agitations sociales généralisées, les pays de l'ex-Union soviétique ont traversé leur premier hiver d'indépendance sans catastrophe. Leurs gouvernements ont commencé à s'attaquer aux problèmes de la réforme économique, du pluralisme politique et de la violence ethnique.

Ces nouveaux pays indépendants ont été chaleureusement accueillis dans la communauté des nations. Ils sont aujourd'hui membres de l'ONU, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord. Le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont accepté leurs demandes d'adhésion.

LE CANADA ET LES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS

Tout au long des changements qui ont transformé la région, le Canada a maintenu et élargi ses contacts de haut niveau. Le Président russe Boris Eltsine est venu deux fois au Canada cette année pour signer d'importants accords politiques et commerciaux. Le Président d'Ukraine, Leonid Kravtchouk, a également été reçu au Canada, tout comme les Présidents de la Moldavie et du Kirghizstan.

La secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada et le ministre du Commerce extérieur ont eu des entretiens à Ottawa avec leurs homologues de Moscou, de Kiev et d'Alma Ata. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est également rendu en Russie et en Ukraine.

Le Canada est sensible aux aspirations et aux besoins propres à chacun des pays de l'ex-Union soviétique. En plus de renforcer sa présence à Moscou, il a ouvert une ambassade à Kiev (Ukraine) et des bureaux d'ambassade à Alma Ata (Kazakhstan) et à Erevan (Arménie).

Constatant l'occasion unique offerte par la fin de la guerre froide, le Canada a pris d'importants engagements envers la région. À la fin de 1991, le Canada avait versé plus de 1,6 milliard \$ sous forme de crédits ou autres types d'aide à l'ex-Union soviétique. Il vient ainsi, pour l'aide par personne, au second rang, après l'Allemagne, des pays participant au Sommet.

En 1992, le Canada fournit près de 1 milliard \$, ce qui porte le total à près de 2,5 milliards \$. Afin de promouvoir les exportations des pays de l'ex-Union soviétique, le Canada offre le tarif de préférence général, allant même jusqu'au tarif zéro dans certains cas.

CONDITIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

En Russie, le Président Eltsine demeure populaire. Mais son gouvernement est soumis à des pressions de plus en plus fortes à mesure que se répercute le choc des réformes. En procédant à des remaniements, le Président Eltsine a réussi à garder le contrôle de son gouvernement.

Tous les membres de la Fédération russe, excepté deux, ont signé un traité fédératif qui donne aux régions et aux républiques une plus grande marge de manœuvre pour veiller à leurs propres intérêts. Riches en pétrole, le Tatarstan et la République